

Débat d'ajournement

On a beau citer des statistiques et parler de principes fondamentaux, le fait demeure que, quand je suis à mon bureau de circonscription, les gens viennent les uns après les autres me demander quoi faire. Ils sont sans emploi. Ils veulent un emploi. Ils veulent travailler. D'autres me confient qu'ils s'inquiètent parce qu'ils ne savent pas s'ils auront encore un emploi le mois prochain.

Qu'est-ce que le gouvernement compte faire pour leur donner un peu d'espoir? Peut-il faire quelque chose ou est-ce absolument impossible? Le gouvernement est-il complètement déconnecté de la réalité canadienne?

Il est absolument indispensable, d'abord, que l'on dispose de prévisions dignes de foi et, ensuite, que l'on donne un peu d'espoir aux Canadiens en créant des emplois immédiatement au lieu de rester là à rien faire, comme s'ils allaient être créés par miracle, ces emplois.

Je demande encore une fois au gouvernement qu'il suive aux Canadiens le genre de réponse qu'ils attendent et qu'il prenne les mesures en conséquence.

[Français]

M. Marcel R. Tremblay (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, la députée de Sudbury a demandé si le gouvernement présenterait une prévision du déficit dans l'exposé économique. Comme elle le sait déjà, le gouvernement a présenté ses nouvelles prévisions de déficit, 34,4 milliards de dollars cette année et 32,6 milliards de dollars en 1993-1994.

La députée aura constaté que les perspectives du déficit pour cette année et l'an prochain se sont détériorées essentiellement en raison de la baisse de recettes attribuée à la reprise léthargique de l'économie canadienne, suite à la récession de 1990-1991.

La députée déclare que les Canadiens veulent des emplois. Je souscris de tout coeur à son point de vue. Mais que recommande la députée? Peut-être une formule économique magique? Bien entendu, les Canadiens veulent des emplois. La députée voudrait peut-être utiliser la baguette magique pour les créer. L'économie canadienne a été ralentie par une crise économique à l'échelle mondiale. Cependant, autant nous pourrions vouloir que ce ne soit pas le cas et que tout le monde ait des emplois, cela ne fera pas disparaître nos problèmes. Cependant, autant la députée pourrait le vouloir, l'économie canadienne ne peut être «le petit moteur» qui tire l'économie mondiale de sa crise.

La stratégie économique adoptée par le gouvernement consiste à investir dans la croissance. Des politiques budgétaires et monétaires saines, la rationalisation de

l'appareil public, la libéralisation des marchés et l'élargissement des débouchés commerciaux ont créé une conjoncture économique propice au secteur privé. C'est dans ce secteur que repose notre potentiel de croissance future.

L'investissement dans l'acquisition des compétences par les Canadiens produit une population active, plus productive et des producteurs plus concurrentiels. Des fonds supplémentaires sont accordés aux programmes de formation de la main-d'oeuvre. L'investissement en ressources humaines assurera le fondement d'améliorations permanentes de notre prospérité.

Ce sont les petites entreprises qui créent le plus de nouveaux emplois au pays. Le gouvernement les a aidées, grâce à une diversité d'encouragements fiscaux et d'encouragements à la recherche et au développement. Le gouvernement propose d'offrir une exonération des cotisations d'assurance-chômage aux petites entreprises qui créeront des emplois additionnels l'an prochain. Il propose un crédit d'impôt à l'investissement de 10 p. 100, et il propose de relever le plafond qui s'applique aux prêts consentis aux petites entreprises.

[Traduction]

LA VALLÉE DE LA ROUGE

M. Bill Attewell (Markham—Whitchurch—Stouffville): Monsieur le Président, comme je le disais en novembre dernier à la Chambre des communes, j'ai été très surpris d'apprendre que le site M-6, qui borde la vallée de la rivière Rouge, figurait sur la liste abrégée de l'organisme provisoire de gestion des déchets du gouvernement néo-démocrate.

J'avais poursuivi en disant que, si le gouvernement néo-démocrate était assez fou pour choisir ce site, mon gouvernement envisagerait sérieusement d'annuler l'engagement financier de dix millions de dollars qu'il a pris en 1988 pour aider à établir un parc de préservation du patrimoine naturel dans la vallée de la rivière Rouge.

À la mi-janvier, le gouvernement néo-démocrate a approuvé un plan pour l'établissement de ce parc de 20 000 acres, soit 26 fois la dimension de *High Park*, à Toronto. Même si elle arrive un peu tard, c'est une très bonne nouvelle. Le hic, cependant, c'est que l'organisme de gestion des déchets envisage toujours d'utiliser le site M-6 pour l'entreposage des 40 millions de tonnes de déchets du Grand Toronto. Lorsque nous nous sommes engagés, à Ottawa, à verser ces dix millions de dollars, nous avons posé trois conditions essentielles: pas de dépotoir, pas de routes et pas d'habitations à proximité.

• (1815)

J'en ai discuté avec l'honorable Jean Charest, le ministre fédéral de l'Environnement. Il s'est dit très inquiet et déçu qu'on envisage d'installer un gigantesque dépotoir